

L'enfance ou qu'en faire ? Sur deux ouvrages récents sur les centres maternels

David, Olivier. 1999. *L'Accueil de la petite enfance. Services et aménagement du territoire*. Presses universitaires de Rennes.

Annie JUNTER

Numéro 44, automne 2000

L'enfant au coeur des politiques sociales

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/017760ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/017760ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (imprimé)

1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

JUNTER, A. (2000). Compte rendu de [L'enfance ou qu'en faire ? Sur deux ouvrages récents sur les centres maternels / David, Olivier. 1999. *L'Accueil de la petite enfance. Services et aménagement du territoire*. Presses universitaires de Rennes.] *Lien social et Politiques*, (44), 172–173. <https://doi.org/10.7202/017760ar>

comme nécessaire et suffisante. Les centres maternels apparaissent aujourd'hui, d'autant plus fortement par comparaison, comme des centres de services aux fonctions multiples, qui visent à fournir aux jeunes femmes qui y résident pour quelque temps les outils qui peuvent favoriser une insertion sociale qu'elles n'ont pu construire par ailleurs, processus que la naissance de l'enfant, en même temps qu'elle y fait obstacle, peut par ce biais favoriser.

Didier RENARD

Université de Franche-Comté/GAPP
(CNRS-ENS Cachan)

Notes

- ¹ Sur la différence entre l'orientation catholique et moralisatrice des premières crèches et les développements républicains du mouvement, plus nets encore après 1895, voir Catherine Rollet, *La Politique à l'égard de la petite enfance sous la III^e République*. Paris, PUF, 1990, p. 87-95 et 528-539.
- ² D'où des tarifs sensiblement différents de ceux des crèches : 40 francs par mois, contre 10 à 20 centimes par jour dans les crèches. Parallèlement, les enfants des nourrices sont accueillis sans frais par l'institution, chaque nourrice ayant également la charge d'un troisième enfant, sevré. Deux tiers des enfants sont donc des pensionnaires payants.
- ³ Dont elle reçoit par ailleurs une donation de 14 000 francs, [?] ainsi que 16 000 francs de Mlle Sarah Bernhardt.
- ⁴ Voir Numa Murard et Patrick Zylberman, *L'Hygiène et la République*, Paris, Fayard, 1996 ; mais le secteur de l'enfance reste périphérique dans leur propos, qui con-

cerne avant tout ce que l'on pourrait appeler l'hygiénisme politique.

- ⁵ On se sent raisonnablement coupable de se livrer ici à l'exercice, si tentant pour le lecteur et pour le critique qu'il en est devenu rituel, de commenter ce que pourrait être l'ouvrage si son propos n'était pas celui qu'il entend tenir. Les auteures ne sauraient évidemment être tenues pour responsables de l'omission de ce qu'elles n'ont pas voulu dire.

• DAVID, Olivier. 1999. *L'Accueil de la petite enfance. Services et aménagement du territoire*. Presses universitaires de Rennes.

Annie Junter

On se doutait un peu que tout n'était pas rose ou bleu au royaume de l'accueil de la petite enfance ! L'étude d'Olivier David confirme que l'accueil des moins de 6 ans reste problématique pour de multiples familles. En dépit de l'érosion de la fécondité, de la diminution de la part des 0-5 ans dans la population totale, du développement des équipements et des efforts des acteurs publics locaux, les besoins ne sont pas satisfaits, notamment dans les grandes agglomérations et les espaces ruraux. Pour expliquer ces écarts Olivier David avance l'idée des inégalités spatiales dans la distribution territoriale des 0-5 ans et celle des structures d'accueil qui leur sont ouvertes. L'ouvrage, publié aux Presses universitaires de Rennes, est tiré d'une thèse de doctorat soutenue en géographie. C'est effectivement en géographe qu'Olivier David explore la question de l'accueil de la petite enfance et c'est la dimension la plus intéressante de son ouvrage de donner à comprendre les liens entre les politiques d'accueil de la petite enfance et l'aménagement du territoire. Ces liens ne sont ni évidents, ni automatiques, ils sont conditionnés par toute une série de paramètres que l'auteur décrit avec précision. Il faut tout d'abord, selon lui, que les politiques publiques nationales et locales d'accueil de la petite enfance intègrent l'existence de fortes inégalités géographiques et construisent des réponses territoriales différenciées pour garantir l'égalité des chances entre les familles. Il faut, ensuite, qu'un vent nouveau souffle sur l'aménagement du territoire : « l'enjeu n'est plus forcément de construire des équipements ou des

infrastructures, d'assurer uniquement la compétitivité du territoire national aux échelles européenne et mondiale, mais de garantir simultanément une certaine équité dans les conditions de l'existence humaine » (p. 199). « Si l'aménagement du territoire se fixe comme objectif d'améliorer le cadre de vie des citoyens, il s'intéresse obligatoirement à des champs aussi variés que le logement et l'habitat, l'éducation et la formation, l'insertion professionnelle et l'emploi, l'accompagnement social et familial pour lesquels il doit garantir l'égalité des chances » (p. 199). L'ouvrage est un plaidoyer pour le niveau local, considéré comme le territoire pertinent pour la prise en compte des problématiques familiales. Le département d'Ille et Vilaine est utilisé pour mesurer finement les problèmes rencontrés par les familles pour faire garder leurs enfants, et comprendre les disparités dans l'accès aux services. La concentration des acteurs sanitaires, sociaux et éducatifs à ce niveau territorial a favorisé la constitution d'un ensemble de données statistiques et démographiques fiables, qui servent de support à une analyse micro-territoriale. Dans cette partie très riche de l'ouvrage, les frontières entre l'Ille et Vilaine comme exemple (au sens étude de cas) et l'exemplarité des politiques locales en faveur de la petite enfance ne sont pas rigoureusement tracées et la thèse de l'exemplarité est difficile à soutenir en l'absence d'études comparatives entre les mêmes échelles territoriales.

Olivier David s'est aventuré à découvert sur les chemins de l'interdisciplinarité, en glanant au passage dans la démographie les données sur la population enfantine, en mettant ses pas dans ceux d'Alain Norvez¹. Les références sont assurées et le concept de densité enfantine bien cadré. En revanche, les cueillettes sociologiques et sociopolitiques sont moins réussies. Les lectrices et lecteurs sociologues et politologues seront agacés-ées par certaines approximations, le recours au prêt-à-penser, l'utilisation des liens de causalité auxquels l'auteur fait appel pour expliquer les changements du contexte familial (chapitre 2) et la prise de conscience politique (chapitre 3). Les grands classiques de la sociologie de la famille contemporaine figurent en bibliographie mais sont assez peu

mobilisés en notes de bas de pages !
L'auteur ne dit mot sur l'inégalité de prise en charge de la petite enfance entre les femmes et les hommes, qui n'est pas sans incidence sur son sujet. De façon générale, les réflexions sur le travail à temps partiel (p. 41) et le travail domestique (p. 75 : « en accédant à l'emploi, les femmes se sont progressivement détachées de leurs tâches domestiques et éducatives ») auraient mérité quelques incursions du côté des travaux du GDR Marché du travail et genre (sous la direction de Margaret Maruani). L'ouvrage d'Olivier David a obtenu une mention spéciale au Prix Bretagne Jeune Chercheur en 1999, la distinction honore une belle œuvre de jeunesse qui mérite d'être lue.

Annie Junter
ENSP, Rennes

173



Note

¹ A. Norvez, *De la naissance à l'école : santé, modes de garde et préscolarité dans la France contemporaine*, Paris, PUF, 1990.